

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS ! » (Karl MARX)

L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste et révolutionnaire*



PSA

Lundi 3 février 2014

Face aux vents mauvais

De drôles d'effluves empuantissent l'Europe. Nous avons pu le constater en France la semaine dernière avec la rumeur selon laquelle une prétendue « théorie du genre » serait enseignée dans les écoles. Les abrutis qui en sont à l'origine, proches de l'extrême droite, n'ont pas hésité à inonder des parents d'élèves, via SMS et réseaux sociaux, d'affirmations aussi mensongères qu'absurdes expliquant par exemple que les enseignants apprenaient aux petits garçons à devenir des filles. Ils invitaient alors les parents à retirer leurs enfants de l'école un jour par mois.

Désinformation, propagation de la haine et inepties d'un autre temps.

Obscurantistes issus de groupuscules d'extrême droite, catholiques intégristes, politiciens proches de Dieudonné, et de ses amis Alain Soral ou Le Pen, nostalgiques des manifestations contre le mariage pour tous, ils avaient tous appelé à manifester ces deux derniers dimanches, à Paris et à Lyon. Leurs slogans les plus rétrogrades sur l'éducation, le mariage ou la famille côtoyaient un florilège de propos antisémites, racistes ou homophobes.

Une partie des initiateurs tentent de se présenter comme la seule opposition à François Hollande dont ils réclament la « démission ». Comme si le problème qu'on a avec la politique de Hollande ce n'était pas les licenciements, l'austérité, les milliards accordés aux patrons, y compris en dispensant ceux-ci de verser leurs parts de cotisation aux allocations familiales.

Mais nos prétendus « défenseurs de la famille » se moquent de la baisse du niveau de vie des familles ouvrières et de la flambée du chômage. Leurs rassemblements n'ont pour objectif que d'opposer une communauté à une autre, de désigner des boucs émissaires pour tenter de diviser les travailleurs entre eux.

A l'heure où la priorité serait de s'unir contre l'offensive du patronat et du gouvernement qui nous font les poches, ces défilés des pires préjugés sont un poison.

Succès des manifestations pour le droit à l'avortement, en Espagne comme en France

Heureusement, les réactions contre cette vague

obscurantiste ne se font pas attendre. Elles étaient au rendez-vous samedi dernier de l'autre côté des Pyrénées. Le gouvernement espagnol vient en effet d'adopter un projet de loi visant à supprimer le droit à l'avortement. C'est le même gouvernement qui impose une austérité draconienne à la population. Alors, à Madrid, des milliers de femmes et d'hommes se sont rassemblés pour dire leur refus de cette attaque, digne de la dictature franquiste, contre le droit des femmes à disposer de leur corps et de leur vie.

Des manifestations de soutien aux protestataires espagnols ont également eu lieu en Angleterre et en France. 40 000 personnes ont battu le pavé dans une trentaine de villes françaises pour affirmer leur attachement à cette liberté fondamentale. D'autant plus que si, en France, le droit à l'avortement n'est pas menacé dans les textes, il l'est dans la pratique : 130 centres d'IVG ont été fermés depuis une dizaine d'années et les Plannings Familiaux, qui assistent des milliers de femmes chaque année dans leurs démarches pour avorter, reçoivent de moins en moins de subventions. Ce combat, qui rejoint la lutte contre le démantèlement des hôpitaux, reste donc à mener !

Oui, il s'agit de se mobiliser collectivement contre tous les obscurantismes.

Il est de notre intérêt à nous, travailleurs, de défendre une conception de la société fondée sur la liberté et la dignité de toutes et tous. Contre les réactionnaires de tout poil.

C'est de notre avenir qu'il s'agit.

Pour nous contacter : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Un spectre hante Poissy : le sort d'Aulnay

La direction a annoncé la fin de la production de la 208 pour l'équipe 12 le 21 mars : 684 postes seront donc supprimés. Par ailleurs elle réfléchit aussi à l'arrêt de la 208 pour l'équipe 22 en 2015. L'objectif est de produire la totalité des voitures sur une seule ligne.

Il n'y a aura pas de licenciements claironne la direction auprès des médias. On verra !... en attendant, 250 CDI sont à recaser de gré ou de force, en renvoyant des moniteurs et des CI sur les chaînes : de quoi en décourager plus d'un. Et elle mettra à la porte environ 400 intérimaires.

Préparons nous à nous défendre

Depuis deux semaines, au montage B2, équipe 22, sur les deux lignes, plus de 130 ouvriers ont débrayé sur le temps de pause pour discuter, s'informer et s'opposer à ce que la direction nous réserve.

C'est ce que nous devons faire partout, afin de nous préparer à tous exprimer notre colère contre les suppressions de postes dont nous serons tous victimes !

Compteurs déjà pourris au système 2

Sur la ligne 208, 7 jours sont chômés pour l'équipe 12 avant son arrêt officiel le 21 mars (en réalité elle sera donc arrêtée dès le 14), 11 jours chômés pour l'équipe 22 de février à avril. De quoi plomber nos compteurs modulation pour un bon moment. Pour nous, pas question de récupérer !

Seule la colère organisée est payante

Le récent programme de travail prévoit pour la ligne C3/DS3 encore des H+ en semaine et beaucoup de samedis obligatoires jusqu'à fin avril. Tous nos efforts gonflent le nouveau compteur modulation que la direction pourra vite dégonfler comme une baudruche à n'importe quel moment (pendant la fameuse semaine 44 ?).

Tout ce travail gratuit que la direction nous impose, ça dépend de notre mobilisation de lui faire payer à l'avenir.

« Volontariat » : qu'ils aillent regarder dans le dico

La direction a toujours en tête de faire travailler plus avec moins de salariés : quasiment tous les samedis sont travaillés par les équipes de jour, il ne lui restait plus qu'à programmer 4 dimanches pour l'équipe de nuit. Ces dimanches sont au « volontariat », ce qui n'empêche pas certains de la hiérarchie de mettre la pression pour avoir un maximum d'effectif. Si des RU et RG zélés veulent à ce point produire le dimanche soir qu'ils aillent bosser eux-mêmes sur les lignes...

Contre le fractionnement : la direction peut céder

Le vote sur les congés aura lieu ce mercredi. La direction espère toujours les fractionner après avoir bien fait traîner. À Sochaux et Caen, les élus du personnel ont voté contre les propositions de la direction et les salariés vont donc conserver leurs 4 semaines en été.

À Poissy, si on y allait tous ensemble, la direction serait bien obligée de lâcher les dates qui nous conviennent.

Après les tables, maintenant les distributeurs...

Au B3, Système 2, habillage caisse, 2HC1, la direction a fait retirer les distributeurs boissons, café, sandwich, sous prétexte d'une « trop faible consommation » dit l'affichette, donc pas assez rentable. Ceux qui consommaient là-bas doivent maintenant se déplacer jusqu'à la cafeteria de la logistique. Une perte de temps dont la direction prend la responsabilité : pas question de rogner sur la pause.

Reclassements à la tête du client

À Aulnay, la direction a annoncé aux salariés que leur mutation à Poissy est bloquée. Prétexte : un soi-disant sureffectif.

Dorge, DRH de PSA, vocifère contre les ouvriers d'Aulnay en colère mais avoue que 240 salariés d'Aulnay sont toujours en attente de reclassement. En réalité c'est plus de 400. Il jure que tous seront reclassés alors que les suppressions de postes pleuvent dans les autres usines.

En réalité ce sera au compte-goutte et à la tête du client. Si elle pense se débarrasser de fortes têtes, elle peut aussi provoquer une colère qu'elle aura du mal à isoler.

Montebourg, sa marinière et son nez rouge

Interpellé par des salariés de PSA Aulnay, le ministre du redressement productif Montebourg a nié être au courant de l'intention de PSA de supprimer à nouveau des centaines de postes à Poissy. Avec la présence d'un représentant de l'État au conseil de surveillance, le pauvre, il savait pas.

Montebourg ne dupe personne, toujours dans les sales coups pour aider le patronat dans ses restructurations (Arcelor, Goodyear, Mory-Ducros et tant d'autres...). À part faire le top modèle avec sa marinière, il sait aussi faire le clown.

L'État français : une aide pour les capitalistes

L'État va rentrer dans le capital de PSA avec 800 millions d'euros (15 %). Actionnaire de Renault à 15 %, l'État n'avait pas bronché quand la direction avait supprimé 8 314 postes en France entre 2007 et 2011, au même moment PSA en supprimait 8 212. Actuellement, Renault veut faire disparaître 7 500 postes en France d'ici à 2016, PSA est en train de supprimer bien plus des 11 200 annoncés.

Les gouvernements, de droite comme de gauche, loin de s'opposer à la casse de l'emploi en France, la financent, comme ils financent l'assaut des constructeurs français sur le marché Chinois.

Pour conserver nos emplois, il faudra bagarrer contre tous les capitalistes mais aussi contre leurs complices au gouvernement.